

Notre-Dame-de-Paris : 840 millions d'euros de dons collectés

« L'élan de générosité » pour financer les travaux de Notre-Dame « ne tarit pas » et la réouverture est toujours espérée pour 2024

Cette somme, réunie grâce à des donateurs français et étrangers, « permet d'envisager l'avenir avec confiance », s'est réjoui hier Jean-Louis Georgelin devant les sénateurs de la commission des Affaires culturelles qui l'interrogeaient sur l'évolution du chantier et la transparence du financement.

Sur précisément 842,8 millions d'euros, « la fondation Notre-Dame en a collectés près de 360, la Fondation du patrimoine, 232 millions dont 100 millions de Total, la Fondation de France, 31 millions, le Centre des monuments nationaux 7,8 millions, le ministère de la Culture près de 9 millions et l'établissement public, qui reçoit plusieurs dons directs notamment de la fondation Bettencourt, 203 millions », a

détaillé Jean-Louis Georgelin. Plusieurs corps de métiers et compagnons, parmi les plus renommés de France sont en charge des travaux de restauration. La répartition des fonds « sera donnée lorsque les choses seront bien calées avec la maîtrise d'œuvre [...] La plupart des appels d'offres pour la restauration sont lancés et les premiers lauréats retenus », a-t-il ajouté.

Les émanations de plomb

Le calendrier des travaux devrait être tenu pour une réouverture en 2024, a réaffirmé le général. En revanche, ceux concernant les abords de Notre-Dame, son « écrin », sont « du ressort de la mairie de Paris » et « ne commenceront probablement qu'en 2025 », ce

qui suppose de repenser « l'accès provisoire à la cathédrale pour les touristes, notamment pendant les Jeux Olympiques », que Paris accueille dans trois ans.

Concernant les dépenses pour la phase de mise en sécurité de l'édifice, qui s'est achevée cet été, estimées à 165 millions d'euros, elles « seront tenues et probablement légèrement inférieures », a assuré le général.

Intempéries, travaux non prévus, interruptions (limitées) dues à la crise du Covid et surtout nombreuses mesures et aménagements liés à la lutte contre les émanations de plomb ont provoqué quelques retards et surcoûts. Un bilan chiffré définitif sera présenté d'ici à la fin de l'année.



La mise en sécurité de l'édifice s'est achevée cet été.

STEPHANE DE SAKUTIN / AFP